

Synthèse régionale

Une situation économique solide en 2019

En 2019, la solidité de la situation économique de la Bretagne se confirme, dans un contexte national en léger ralentissement. Avec près de 19 000 emplois créés dans la région en 2019, la progression des effectifs salariés (+ 1,5 %) est de nouveau plus forte que dans l'ensemble du pays (+ 1,1 %). Le taux de chômage diminue et les demandeurs d'emploi sont moins nombreux. Les créations d'entreprises atteignent un nouveau record et les chefs d'entreprise font état d'une situation globalement favorable. Le bilan par domaine d'activité est plus contrasté. L'essor de la fréquentation touristique et du transport aérien se poursuit tandis que la construction de logements s'oriente à la baisse. Dans l'agriculture, le bilan est de nouveau en demi-teinte. Cependant, début 2020, la crise sanitaire affecte considérablement l'activité économique du pays, qui recule d'environ un tiers pendant le confinement par rapport à une situation normale. En avril 2020, on observe une hausse inédite du nombre de demandeurs d'emploi et une forte chute des créations d'entreprises.

Valérie Mariette (Insee)

Près de 19 000 emplois salariés créés

En 2019, l'emploi salarié total progresse de 1,5 % en Bretagne (+ 18 800 emplois). Cette croissance de l'emploi se rapproche de celle de 2017 (+ 1,7 %), la plus dynamique des dix dernières années. En 2019, elle est de nouveau plus forte dans la région qu'au niveau national (+ 1,1 %). La Bretagne se place ainsi au 4^e rang des régions métropolitaines en matière de rythme de progression de l'emploi.

Le tertiaire marchand continue de porter les créations d'emplois (+ 2,5 % soit 13 300 emplois supplémentaires), en particulier dans l'hébergement-restauration (+ 4,8 %), l'information-communication (+ 4,6 %) et les services aux entreprises hors intérim (+ 4,3 %). L'emploi intérimaire progresse de 2,0 %, alors qu'il est quasiment stable au niveau national. Dans le tertiaire non marchand, l'emploi se stabilise (+ 0,2 %).

La reprise de l'emploi industriel se confirme en 2019. L'industrie bretonne crée 1 700 emplois en un an (+ 1,0 %), dont 700 dans l'agroalimentaire (+ 1,0 %). L'emploi dans la construction croît de 3,0 % (+ 2 100 emplois), en accélération par rapport à 2018 et 2017.

L'emploi progresse dans chaque département. Il est un peu plus dynamique en Ille-et-Vilaine (+ 1,7 %) et dans le Finistère (+ 1,6 %) que dans les Côtes-d'Armor (+ 1,4 %) et le Morbihan (+ 1,2 %).

Recul du chômage et de la demande d'emploi en 2019

Le taux de chômage en Bretagne diminue de 0,6 point en 2019. Il s'établit à 6,7 % de la population active au 4^e trimestre 2019, son plus bas niveau depuis fin 2008. Il est le plus faible des régions françaises, inférieur à celui des Pays de la Loire (6,9 %). En France, il s'établit à 8,1 % de la population active et recule de 0,7 point sur un an. Parmi les départements bretons, l'Ille-et-Vilaine connaît toujours la

situation la plus favorable avec un taux de chômage à 6,2 % comparé à 7,0 % dans le Finistère et le Morbihan et 7,1 % dans les Côtes-d'Armor.

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) baisse de 3,0 % entre les 4^{es} trimestres 2018 et 2019, soit 4 250 inscrits de moins en un an. Pour la première fois depuis plus de dix ans, les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B, C) sont également moins nombreux (- 2,2 %). Au total, le nombre d'inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) baisse de 2,6 % en 2019, confirmant le retournement de tendance amorcé en 2018. Le repli est sensible dans le Finistère (- 3,1 %), les Côtes-d'Armor (- 3,4 %) et le Morbihan (- 3,8 %) ; il est plus faible en Ille-et-Vilaine (- 0,8 %). En France, le recul de la demande d'emploi des catégories A, B, C est à peine plus marqué (- 3,0 %).

Entreprises : un bilan favorable en 2019

Les créations d'entreprises atteignent un nouveau record en 2019 : 27 400 entreprises ont été créées en Bretagne, soit 19,0 % de plus qu'en 2018. Les entreprises individuelles sont le principal moteur de la hausse (+ 23,0 %) devant les micro-entrepreneurs (19,0 %) et les sociétés (14,6 %). Les créations d'entreprises sont en hausse dans chaque secteur, en particulier dans l'industrie (+ 36,7 %). En parallèle, les défaillances d'entreprises reculent pour la 5^e année consécutive (- 2,4 %).

Les échanges extérieurs¹ réalisés par la Bretagne en 2019 révèlent une bonne performance des exportations (+ 3,3 %) et un léger tassement des importations (- 0,8 %), permettant une amélioration du solde commercial.

Selon le bilan de la Banque de France², le chiffre d'affaires, l'emploi et l'investissement des entreprises se sont encore accrus en 2019 et à un rythme supérieur à celui de 2018. Le chiffre d'affaires progresse en

2019 de 6,5 % dans les services marchands, de 4,5 % dans la construction et de 2,3 % dans l'industrie.

Une situation variable selon les domaines d'activité

La fréquentation des hôtels et campings bretons poursuit son essor en 2019 (+ 3,2 %) à un rythme deux fois plus élevé qu'au niveau national. La clientèle résidant en France a davantage fréquenté les hébergements de la région en 2019, alors que celle habitant à l'étranger y est venue en moins grand nombre. Les emplacements équipés des campings bénéficient d'une nette hausse de fréquentation (+ 9,1 %).

La construction de logements neufs est orientée à la baisse en 2019. Les mises en chantier diminuent plus fortement en Bretagne (- 7,0 %) qu'au niveau national (- 0,9 %). Avec une baisse de 0,9 % des autorisations de construire, le repli des perspectives est toutefois moins marqué dans la région qu'en France (- 2,4 %).

Dans les transports, le trafic aérien poursuit sa progression en 2019, pour la 5^e année consécutive. La hausse de 3,0 % en 2019 est portée par l'aéroport de Brest (+ 11,9 %) et l'ascension continue des lignes à bas coût (+ 13,7 % en un an).

Dans l'agriculture³, les conditions météorologiques améliorent les rendements des céréales, faisant reculer leurs prix au second semestre 2019, ce qui favorise les filières animales. En 2019, suite à l'épidémie porcine en Asie, le cours du porc s'envole et les niveaux de production sont bons. Les éleveurs laitiers bénéficient également de prix en hausse, tandis que les cotations se replient sur le marché des bovins. Concernant la volaille, les abattages de poulets et les prix progressent, mais le déficit commercial s'aggrave. Les prix des œufs de consommation diminuent mais restent élevés. Pour les légumes, la campagne est satisfaisante, sauf pour les tomates et les artichauts.

Premiers éléments sur l'impact économique de la crise sanitaire de 2020

Le contexte économique de 2019 a été radicalement modifié à partir du 16 mars 2020, lors de la mise en place du confinement de la population et la fermeture des établissements recevant du public et des commerces non essentiels. Durant cette période, l'activité économique subit une chute historique.

Au 7 mai, compte tenu des informations disponibles, la perte d'activité par rapport à une situation normale est estimée à 33 % au niveau national. Dans un contexte de reprise progressive de l'activité, les éléments présentés ici sont amenés à être complétés lors de prochaines publications conjoncturelles (*pour en savoir plus*).

La Bretagne moins affectée que les autres régions métropolitaines

En Bretagne, l'activité économique serait inférieure de 31 % par rapport à une situation normale⁴. Cette chute résulterait pour moitié du net ralentissement, voire l'arrêt, de l'activité dans une large part des services principalement marchands, par exemple l'hébergement-restauration (-90 %) et les commerces non alimentaires, mais aussi la logistique (transports et entreposage, -59 %), les services aux entreprises (les activités scientifiques et techniques, ou les services administratifs et de soutien, dont l'intérim, -44 %). Hors les services principalement marchands, la baisse de l'activité dans la branche construction (-75 %) expliquerait un sixième de l'impact.

De part les caractéristiques de son économie, la Bretagne serait moins exposée que les autres régions de Métropole. Cela résulterait notamment de deux spécificités du tissu productif de la région : d'une part, la forte présence de l'industrie agroalimentaire qui aurait très largement continué son activité pendant le confinement (-5 %) ; et d'autre part, la moindre présence des activités scientifiques et techniques, ou des services administratifs et de soutien.

Un effet de la crise plus prononcé en Ile-et-Vilaine

Déclinés par département, les effets estimés de la crise sanitaire sont assez proches dans les Côtes-d'Armor, le Finistère et le Morbihan, autour de -30 %. En Ile-et-Vilaine, l'impact serait un peu plus marqué (33 %), de l'ordre de celui obtenu au niveau national. Cela résulte des caractéristiques des économies locales, plus tournées pour l'Ile-et-Vilaine vers les activités scientifiques et techniques ou les services administratifs et de soutien, et moins vers les industries agroalimentaires.

De nombreux salariés et non-salariés dans les secteurs très impactés

En Bretagne, 23 % des salariés et 39 % des non-salariés exercent leur emploi⁵ dans un secteur dont l'activité, hors intérim, serait réduite d'au moins deux tiers comme la restauration, l'hébergement, le commerce ou la construction.

Dans ces secteurs très fortement impactés, 80 % des salariés travaillent dans des établissements de moins de 50 salariés, dont 43 % dans des établissements de moins de 10 salariés.

Une hausse inédite du nombre de demandeurs d'emploi en avril 2020

En avril 2020, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A)⁶ augmente de 30,1 % en Bretagne (soit 45 200 personnes supplémentaires) et s'établit à 195 600, atteignant ainsi son plus haut historique depuis janvier 1996, date à laquelle débute le suivi statistique actuel des demandeurs d'emploi. En France métropolitaine, la hausse est de 23,7 %.

En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B, C) baisse de 28,8 % (-33 500) en Bretagne et de 30 % au niveau national. La mise en place du confinement en mars explique ces évolutions contrastées. Les demandeurs d'emploi qui auraient dû travailler mais qui, en raison du contexte, ont vu leur contrat s'interrompre ont

mécaniquement basculé en catégorie A. Au total, l'effectif des catégories A, B, C augmente ainsi de 11 700 personnes dans la région (+4,4 %). Il s'agit d'une hausse inédite depuis début 1996. La plus importante avant la crise sanitaire remonte à avril 2009 (+4 200). Au niveau national, la hausse s'établit à 3,7 %.

Forte chute du nombre d'entreprises créées dès mars 2020

Le nombre de créations d'entreprises⁷ en Bretagne chute de moitié en avril 2020 par rapport au mois d'avril 2019, en Bretagne comme en France. En avril 2020, seulement 1 100 entreprises ont ainsi été créées dans la région. Dès le mois de mars, la baisse par rapport au même mois de 2019 atteignait 23 % en Bretagne et 20 % en France. Ces chutes inédites sont similaires dans chaque département breton. ■

1- Source : Douanes, *Le chiffre du commerce extérieur Bretagne - 4^e trimestre 2019 (Mise à jour février 2020)*.

2- Source : Banque de France, *Les entreprises en Bretagne - Bilan 2019 - Perspectives 2020 (février 2020)*.

3- Source : Draaf, Agreste Bretagne - *Bilan agricole 2019 - Le prix du porc s'envole (paru le 30 avril 2020)*.

4- Cette estimation repose sur l'hypothèse qu'une branche d'activité est affectée avec la même intensité dans tous les territoires qu'au niveau national, les mesures de confinement y étant similaires. Les disparités territoriales estimées ici traduisent donc essentiellement les différences de structure productive.

5- Sources : Estimations Insee au 7 mai 2020 ; Clap 2015, emploi au 31 décembre.

6- Source : Pôle emploi-Dares-Directe Bretagne, *Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire en Bretagne - avril 2020 (Publié le 28 mai 2020)*.

7- Source : Insee, *Répertoire des entreprises et des établissements, données mensuelles brutes par département (paru le 15 mai 2020)*.

Contexte national

L'économie française en ralentissement modéré en 2019 puis en forte chute début 2020

Thomas Ouin-Lagarde (Insee)

L'activité a ralenti en 2019 dans presque tous les pays avancés

Les incertitudes politiques et économiques provenant notamment du Brexit ou de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux mais aussi, plus globalement, sur l'investissement des entreprises et la croissance mondiale. Après un pic d'activité en 2018, l'activité aux États-Unis a ralenti en 2019 (+ 2,3 % après + 2,9 %), grevée par la décélération de la consommation des ménages (+ 2,6 % après + 3,0 %) et par l'essoufflement de l'investissement des entreprises (+ 2,1 % après + 6,4 %). En zone euro, l'activité a également ralenti, pour la deuxième année consécutive (+ 1,2 % après + 1,9 %) et malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours accommodante. En particulier, l'activité a très nettement décéléré en Allemagne (+ 0,6 % après + 1,5 %) et en Italie (+ 0,3 % après + 0,8 %) mais a un peu mieux résisté en France (+ 1,5 % après + 1,8 %) et en Espagne (+ 2,0 % après + 2,4 %). En 2019, l'activité britannique a évolué par à-coups au gré des anticipations et des comportements de stockage avant la date, plusieurs fois reportée, du Brexit. En moyenne en 2019, l'activité y a crû de 1,4 % (après + 1,3 % en 2018).

En 2019, l'activité française a connu un nouveau ralentissement, quoique modéré

Après une année 2017 très dynamique (+ 2,3 %) et une décélération en 2018 (+ 1,8 %), l'activité a de nouveau ralenti en 2019 (+ 1,5 %) (figure 1). Ce ralentissement est dû notamment à une dégradation des échanges extérieurs, qui ont contribué négativement à la croissance (- 0,2 point après + 0,4 point). En effet, les exportations en volume ont décéléré (+ 1,9 % après + 4,4 %) davantage que les importations (+ 2,5 % après + 3,1 %). Le ralentissement des exportations a concerné tant les produits manufacturés, notamment les matériels de transport, que les services. En revanche, la demande intérieure a

nettement accéléré, soutenant la croissance (contribuant pour + 2,2 points, après + 1,4 point en 2018). Cette accélération a été portée à la fois par les dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques et par l'investissement total.

La consommation des ménages a accéléré

Les dépenses de consommation des ménages ont accéléré en 2019 (+ 1,5 % en volume, après + 0,9 % en 2018), dans un contexte d'accélération du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages. Ces dépenses ont été soutenues, en particulier, par les achats de biens durables, notamment en équipement du logement, et par les dépenses de loyers, d'hébergement-restauration et d'autres services marchands.

L'investissement a été très dynamique

La formation brute de capital fixe de l'ensemble des agents économiques a accéléré en 2019 (+ 4,2 % après + 3,2 % en 2018), soutenue par l'investissement des ménages (+ 1,8 % après + 1,5 %) et par l'investissement public (+ 7,7 % après + 3,3 %), lui-même porté par l'investissement en construction des collectivités locales avant les élections municipales. L'investissement des entreprises est resté très dynamique (+ 3,6 % après 3,7 %), en particulier en services.

En 2019, le chômage a nettement baissé

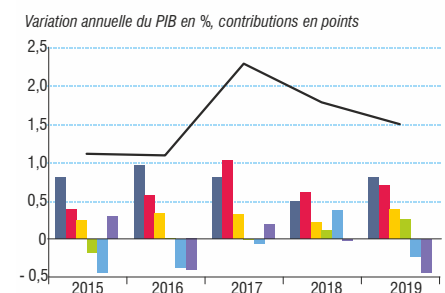
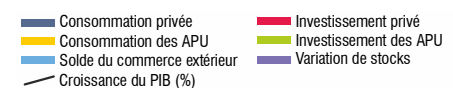
L'emploi total a fortement accéléré en 2019, avec 358 000 créations nettes d'emplois tous secteurs confondus après 228 000 en 2018 (dont 287 500 créations nettes d'emplois dans le champ salarié public et privé, après 158 100 en 2018). Ainsi, le taux de chômage a poursuivi sa décline, atteignant 8,1 % de la population active française¹ au quatrième trimestre 2019 après 8,7 % au quatrième trimestre 2018 (soit 8,4 % en moyenne annuelle en

2019 après 9,0 % en 2018).

Le pouvoir d'achat des ménages a soutenu la consommation

En 2019, le revenu disponible brut des ménages a progressé de 3,1 % (après + 3,0 % en 2018). Il a été soutenu par une accélération des prestations sociales (+ 3,1 % après + 2,0 %, notamment du fait, en 2019 de la revalorisation et de l'élargissement de la prime d'activité mis en place dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales) et par le ralentissement des impôts courants (+ 0,3 % après + 9,6 % en 2018), du fait notamment de la poursuite des réductions de taxe d'habitation et après une forte hausse de la CSG en 2018 du fait de la bascule de cotisations sociales vers la CSG. Les salaires nets de cotisations sociales ont ralenti, mais sont restés vigoureux (+ 3,3 % après + 4,8 %). Le prix de la dépense de consommation finale a ralenti (+ 0,9 % après + 1,7 % en 2018), si bien que le pouvoir d'achat du revenu disponible a accéléré (+ 2,1 % après + 1,3 %) (figure 2). Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté de 1,5 % (après + 0,7 % en 2018).

1 L'activité ralentit en 2019, freinée par le solde du commerce extérieur



Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Du côté des entreprises, la transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègements de cotisations sociales a nettement soutenu le taux de marge des sociétés non financières (+ 1,8 point, mais + 0,1 point hors transformation du CICE).

Au mois de mars et au deuxième trimestre 2020, l'activité a fortement chuté

Le contexte conjoncturel de l'année 2019 a été radicalement modifié début 2020 avec l'émergence de l'épidémie de Covid-19, frappant d'abord la Chine puis se propageant dans le reste du monde. Les mesures prises, en France et dans les autres pays concernés, pour endiguer la propagation du virus, ont des conséquences lourdes sur le fonctionnement des économies. En France, un confinement de la population a été mis en place entre le 16 mars et le 11 mai, s'ajoutant à la fermeture des établissements recevant du public et des commerces non essentiels.

Dans ce contexte, l'activité a lourdement chuté : pendant toute la période de confinement, elle se serait située à environ un tiers en deçà de son niveau en situation « normale » d'activité (figure 3). Dans les autres pays, la forte baisse du PIB au premier trimestre 2020 témoigne, comme en France, de l'ampleur du choc².

En France, la perte d'activité concerne surtout les branches marchandes (- 40 % pendant toute la durée de confinement). Dans l'industrie, hormis la branche agro-alimentaire nécessaire à la fourniture de biens essentiels, les autres branches sont particulièrement touchées, à travers la baisse de la demande nationale et étrangère, les difficultés d'approvisionnement ou encore l'indisponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés à mettre en place les mesures sanitaires sur les sites de

production. Dans les services, les pertes d'activité sont plus contrastées, élevées dans les secteurs directement concernés (commerce, services de transport, hébergement et restauration, loisirs) et plus faibles dans les activités telles que les services financiers ou d'assurance. Enfin, la construction a pâti de l'arrêt partiel voire complet des chantiers.

La crise sanitaire s'est également traduite par un recul important de la consommation des ménages, qui elle aussi se serait située un tiers environ en deçà de son niveau en situation « normale » (- 35 % de perte de consommation à la fin mars puis - 32 % au 7 mai). Cette perte traduit notamment la chute des achats de carburants, de véhicules automobiles et d'autres biens manufacturés (habillement) mais également des services de transport, d'hébergement et de loisirs. En revanche, certains produits ont vu leur consommation augmenter pendant le confinement (produits alimentaires notamment).

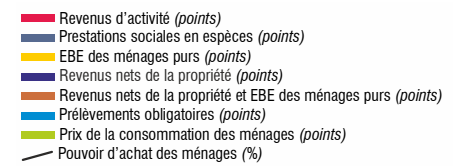
Cette crise touche fortement l'ensemble des régions françaises, avec quelques disparités néanmoins, compte tenu des différences de structure sectorielle qui existent d'un territoire à un autre³. En effet, la perte d'activité au niveau local dépend entre autres du poids des activités durement touchées par la crise (tourisme, construction...) et de celui des secteurs qui au contraire sont davantage épargnés (agriculture).

1- Hors Mayotte.

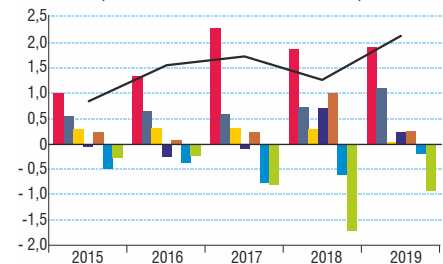
2- Au premier trimestre 2020, le PIB a baissé de 2,2 % en Allemagne, 5,3 % en France, 5,3 % en Italie, 5,2 % en Espagne, 2,0 % au Royaume-Uni, 1,3 % aux États-Unis, ces écarts pouvant traduire à la fois les différences de calendrier dans la mise en place de mesures d'endiguement de l'épidémie et les différences méthodologiques d'estimation de l'activité dans cette période très particulière.

3- Voir l'éclairage régional du Point de conjoncture du 7 mai.

2 L'accélération des prestations sociales soutient le pouvoir d'achat



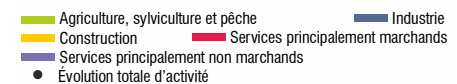
Évolution du pouvoir d'achat en % et contributions en points



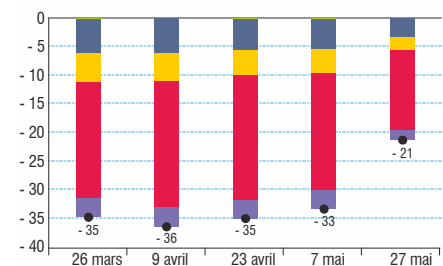
Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3 L'activité a fortement baissé pendant le confinement puis se redresserait progressivement



En %



Source : Points de conjoncture de l'Insee ; les dates indiquées sont les dates de parution de ces différents Points.